

LETTRE OUVERTE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Alerte rouge logement : des mesures attendues en urgence pour les Français !

Monsieur le Président de la République,

Le Conseil national de la refondation dédié au logement, qui devait présenter ses conclusions le 9 mai dernier, a été reporté sans qu'une nouvelle date soit fixée. Pourtant, nous lisons qu'une autre « conférence des parties » pourrait être organisée !

L'heure n'est plus aux constats, aux attermolements ni aux hésitations. Quand l'État prendra-t-il la véritable mesure du risque de bombe économique, sociale et sociétale que représente la crise du « pouvoir d'habiter » à laquelle font face nos concitoyens ?

Faut-il rappeler que le logement constitue un bien essentiel et entre en résonance avec tous les sujets du quotidien : pouvoir d'achat, qualité de vie et santé, emploi, dynamisme des territoires ? Il n'y aura d'ailleurs pas de plein-emploi si la mobilité des salariés est entravée par l'impossibilité de se loger.

Faut-il encore rappeler que le logement constitue un formidable moteur de notre économie et que, sans décisions puissantes et rapides, son arrêt entraînera dans les prochains mois la destruction de plus de 150 000 emplois, mais également un manque criant et évident de logements ainsi que l'aggravation des conditions de vie des Français du fait d'une pénurie d'offre accessible ? Ce déficit concernera aussi la construction de logements sociaux, dont 54 % sont réalisés par les promoteurs immobiliers.

Faut-il rappeler que l'industrie immobilière est totalement engagée dans la transition écologique, avec l'application de la réglementation environnementale 2020 dans le neuf, sans doute la plus exigeante au monde, l'engagement clair vers la sobriété foncière, avec son volet recyclage des sols déjà artificialisés, ou encore la lutte contre l'obsolescence des bâtiments par leur transformation d'usage ?

En matière de rénovation énergétique, faut-il enfin rappeler que les moyens doivent être à la hauteur des enjeux et des ressources des ménages ? À défaut, il faudra se résoudre à assouplir le calendrier de la loi climat et résilience, notamment pour le rendre compatible avec les contraintes de la copropriété, sous peine de voir le parc locatif privé subir de lourdes pertes.

Un électrochoc est indispensable : des mesures applicables immédiatement et puissantes sont nécessaires pour éviter que cette crise ne s'accroisse encore.

Monsieur le Président de la République, **votre gouvernement connaît les propositions des professionnels que nous représentons pour répondre à la demande toujours forte des ménages et leur redonner du pouvoir d'achat immobilier.** Il sait quels leviers actionner, notamment en soutien aux collectivités, pour relancer l'offre de logements et, au-delà d'un financement public lié à l'urgence, nous avons besoin de solutions bancaires.

Alors, l'investissement immobilier est-il un enfer ou un paradis ? Nous répondons « satisfaction des besoins des Français, en accession et en location, et recettes fiscales nettes pour l'État ».

Nous attendons désormais non plus une énième concertation, mais l'expression d'une volonté présidentielle claire et ambitieuse ainsi que des mesures chiffrées, un calendrier de mise en œuvre rapide et des moyens financiers adaptés aux enjeux.

Monsieur le Président de la République, plus que nous, nos concitoyens comptent sur vous.

Olivier Salleron
Président de la FFB



Loïc Cantin
Président de la FNAIM



Pascal Boulanger
Président de la FPI



Grégory Monod
Président du
Pôle Habitat FFB



Yannick Borde
Président de PROCIVIS



Danielle Dubrac
Présidente de l'UNIS

